



Déclaration au CSE central

**NON ! MONSIEUR LE DIRECTEUR GENERAL,
LE CSE CENTRAL DE FRANCE TRAVAIL NE VIT PAS EN
DEHORS DE L'ESPACE ET DU TEMPS !**

Paris le jeudi 9 avril 2026,

En découvrant l'ordre du jour de cette séance ordinaire du CSEC d'avril, nous avons comme l'impression que cette instance, aux yeux de certains à commencer par ceux du Directeur Général, n'aurait vocation à se réunir ce mois-ci que pour évoquer des sujets mineurs, en tout état de cause éminemment secondaires au regard de ce qui fonde l'actualité de France Travail pour tous les collègues que nous représentons ici.

Qu'on en juge :

Rien à l'ordre du jour sur le rejet massif de l'accord GEPP par plus de 62% du personnel de France Travail ayant pris part au coûteux référendum de la DG et des tenants de l'accord, rejet dont nous nous félicitons au passage, preuve que le plan d'efficiences du DG ne recueille aucunement l'adhésion de nos collègues, sans parler de la nôtre à la Cgt-FO France Travail !

Rien non plus sur les réorganisations majeures impactant à terme plusieurs établissements de France Travail qui préoccupent présentement plusieurs milliers de collègues notamment à la DG et à la DGA Tech mais pas que, laissés dans l'expectative par la direction faute de dialogue social digne de ce nom sur le sujet, le summum ayant été atteint lors de cette parodie de CSE extraordinaire convoqué à la DG le vendredi 27 mars dernier portant sur la restitution d'une expertise générale votée par le CSE de la DG sur les conséquences de la réorganisation de 2025 en termes de RPS, séance délibérément zappée par le DG alors que, PV des CSE précédents à l'appui, sa présence était attendue. Et pas à la mode de Godot !

Rien aussi sur l'état préoccupant du réseau ou plus exactement sur les mouvements de grève qui ont fleuri tant en métropole que dans les DROM à l'initiative de collectifs que nous soutenons et qui se battent pour l'amélioration de leurs conditions de travail, en faisant face à un climat social qui se dégrade, marqué par des actes de violence traumatisants dont le dernier en date survenu à l'agence de Nantes Haluchère la semaine dernière prouve à quel point nos alertes réitérées portant sur les conséquences de la déclinaison de la loi Plein emploi voulue par le DG auraient dû se traduire dans les faits par le retrait pur et simple de cette loi antisociale !

Et rien là encore sur la question cruciale du pouvoir d'achat de nos collègues, champ de revendication que nous portons dans notre ADN syndical et qui nous vaut des sollicitations aussi insistantes que permanentes de nos collègues depuis le déclenchement du conflit iranien et le blocage du détroit d'Ormuz. Comment la Direction peut-elle continuer à faire la sourde oreille face à cette hausse significative du prix des carburants, comme si a minima il ne lui était pas possible d'accorder du télétravail exceptionnel, et à tout le moins un jour supplémentaire de télétravail pour tous à l'identique de ce qui se pratiquait avant janvier 2025 et l'entrée en vigueur d'un accord national Télétravail au rabais que notre organisation syndicale s'était heureusement bien gardée de signer ? Ne disposant pas de véhicules de fonction dont les pleins s'effectuent aux frais de la maison, nos collègues ne comprennent pas plus que nous que le DG se refuse au moindre geste envers eux. Ce qui n'augure par ailleurs rien de bon à quelques jours d'une journée de négociation NAO à laquelle notre organisation syndicale n'entend pas participer passivement !

La liste énumérée ci-dessus est loin d'être exhaustive... on pourrait y ajouter l'absence récurrente des processus d'information/consultation des différents paliers du Plan d'Efficienc, l'absence criante de l'ensemble des éléments impactant fortement l'organisation du travail et les conditions de travail autour de l'IA, le vide sidéral des points d'étape des multiples expérimentations liées aux transformations imposées par la LPE, la non-présentation détaillée des effectifs fortement réclamée par ailleurs, l'état des lieux des charges de travail autour d'une transparence de la tailles des portefeuilles, etc., etc.,

Force est donc de constater que la Direction fait ce mois-ci de cette instance une petite chambre d'enregistrement des PV des séances précédentes avant de discuter aimablement de sujets relativement annexes au regard de ceux que nous venons d'énumérer, et encore pas de manière exhaustive.

La Cgt-FO France Travail considère qu'il est temps de redonner au CSE Central le plein exercice de ses prérogatives, en appelant une large majorité d'élus à revendiquer avec nous une toute autre posture de la part de la Direction qui présentement n'est pas à la hauteur des attentes du personnel que nous représentons tous ici.

syndicat.cgt-fo.csec@francetravail.fr



Rejoignez-nous !